

EDUCATION

REVUE DE PRESSE

N° 0029

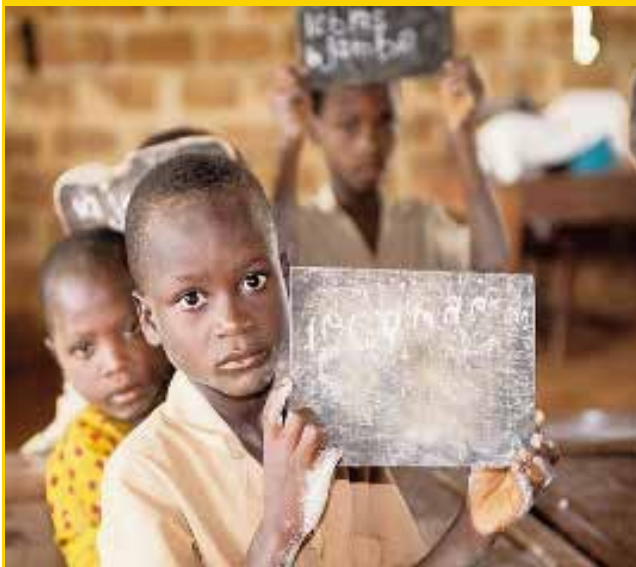
REVUE DE PRESSE EDUCATION
DU 10 AU 14 JANVIER 2021



MONITORING DES ACCORDS :

les syndicats ont reconnu des
avancées mais...

Les 5000 enseignants
recrutés réclament
leurs salaires



ÉDUCATION DANS LES
PAYS À REVENU FAIBLE
ET INTERMÉDIAIRE

Les 5000 enseignants recrutés réclament leurs salaires



Ils sont dans la galère depuis leur prise de service le 7 novembre derrière. Les 5000 enseignants coptés lors du recrutement spécial du gouvernement tirent le diable par la queue. Après deux mois de service, ces enseignants qui sont affectés dans les contrées les plus reculées courent derrière leurs salaires. Pratiquement, ils n'ont plus la tête à l'enseignement parce qu'ils sont assaillis par des problèmes de survie. Certains ont saisi « L'As » pour crier leur ras-le-bol et exiger le paiement de leurs salaires. Dans une note, les 5000 enseignants, particulièrement les détenteurs de diplôme professionnel, rapportent qu'ils ont eu toutes les difficultés pour trouver de l'argent afin de rejoindre leurs postes respectifs.

L'As

KAOLACK : 300 tables-bancs pour 5 écoles



Présidente de la commission santé à l'Assemblée Nationale, Awa Guèye a offert ce mardi 11 Janvier, un lot de 300 tables-bancs à un effectif de cinq (5) établissements à Sam Kaolack. D'un coût de 10 millions de francs, ce matériel, ce don permet de changer les tables vétustes ou cassées. La donatrice s'est dit aussi avoir l'obligation de soutenir cette classes d'âge parce que convaincue que l'avenir du pays passe par ces enfants s'ils sont bien formés et s'ils représentent des ressources de bonne qualité. La cérémonie de remise de ces tables bancs s'est déroulée à l'école Sam II de Kaolack en présence des cinq (5) directeurs d'école bénéficiaires.

Sud Quotidien

ÉDUCATION DANS LES PAYS À REVENU FAIBLE ET INTERMÉDIAIRE



Un rapport conjoint, publié hier, par la Banque mondiale, l'Unesco et l'Unicef, note que dans les pays à revenu faible et intermédiaire, la part des enfants affectés par la pauvreté des apprentissages (53% avant la pandémie) pourrait potentiellement atteindre les 70% à cause de la fermeture d'écoles liée à l'arrivée de nouveaux variants et de l'inefficacité de l'apprentissage à distance. La pandémie de Covid-19 a paralysé les systèmes éducatifs du monde entier. Aujourd'hui, 21 mois plus tard, des écoles restent encore fermées pour des millions d'enfants à cause de l'arrivée de nouveaux variants.

Le Soleil

MONITORING DES ACCORDS : les syndicats ont reconnu des avancées mais...



Conformément aux conclusions adoptées à l'occasion du monitoring des accords signés le 30 avril 2018 par le Gouvernement et le secteur public de l'éducation et de la formation, une séance plénière de restitution des concertations sectorielles s'est tenue le vendredi 7 janvier 2022 à Dakar. La partie syndicale a reconnu des avancées dans la matérialisation des accords mais a pointé du doigt les blocages sur les questions concernant le système de rémunération et la création du corps des administrateurs scolaires. En perspective, des rencontres sont prévues au mois de mars pour approfondir lesdites questions.

Sunugox

Ngayokhème : Un candidat promet de faire de l'éducation une super-priorité



« Dans les tournées que nous avons eu à organiser, nous avons constaté de visu les difficultés auxquelles le secteur de l'éducation est confronté. C'est pourquoi nous avons tenu à inscrire l'éducation comme une super-priorité de notre programme, qui touche à tous les domaines d'activité ». Ces mots du leader de la Coalition Mpd/Liggey Ngayokhème, Demba Diouf. C'est lors de son meeting d'ouverture à Ngayokhème village que l'actuel chef de Division des affaires administratives et financières à la direction générale des Sénégalais de l'extérieur a fait la promesse.

Le Quotidien

Eau et assainissement à l'école : Le Paems bientôt élargi



La gestion qualitative des structures éducatives passe par le relèvement de nombreux défis dont un environnement sain et propice à la réussite scolaire. Le programme d'Accès à l'Eau et à l'Assainissement en milieu scolaire (PAEMS) contribue à la résolution de certains problèmes environnementaux et éducatifs. Ce programme qui a été mis en œuvre depuis 2012 par une synergie d'acteurs et de manière inclusive, est capitalisé pour un déploiement dans les autres régions du Sénégal et des pays d'intervention. Le guide des bonnes pratiques élaboré à cet effet entre dans le cadre de son application adapté à tout contexte.

Salaires 5000 enseignants : « grève de 72 h décrétée »



Lors du monitoring qui a eu lieu le vendredi dernier le gouvernement du Sénégal s'était engagé à payer les salaires des 5 000 enseignants recrutés récemment. « Mais à notre grande surprise, le constat est là. Il est amer. Les salaires ne sont pas payés. Alors on demande à ces enseignants de rester chez eux, de boycotter les cours », fulmine Abdou Faty le Secrétaire Général du Sels/A. Les responsables syndicaux, dès la semaine prochaine, vont engager tous les enseignants du Sénégal à boycotter les cours. « Des plans d'action avec des débrayages vont être déroulés sur toute l'étendue du territoire. »

Sunugox

Le collège de Kabi- line étrenne 2 nou- velles salles de classe



L'environnement scolaire s'est amélioré dans le village de Kabiline 2, une localité située dans l'arrondissement de Diouloulou, dans le département de Bignona. Le collège d'enseignement moyen (Cem) de la contrée, construit en « banco » (de la terre cuite), vient d'étrenner deux nouvelles salles de classe en dur grâce à l'Association pour la protection de l'environnement et du développement de l'économie rurale. C'est un grand soulagement d'avoir réceptionné ce bâtiment de deux classes de qualité », a déclaré, le 12 janvier, Hubert Diédhiou, le Principal du Cem de Kabiline 2. Les deux salles ont été évaluées à environ 13 millions de FCfa.

Le Soleil

Diourbel : Les gouver- nements scolaires exigent le report des évaluations du pre- mier semestre

Des représentants des différents gouvernements scolaires des établissements publics de la commune de Diourbel ont fait face à la presse, ce jeudi, au lycée de Ndayane pour déplorer le retard constaté dans l'exécution du programme annuel à tous les niveaux, de la 6ème à la terminale. « Voilà presque près d'un mois que nos enseignants sont en mouvement. Cela nous pénalise car, depuis le début de l'année, nous n'avons pas beaucoup travaillé sur le programme. Pis, nous n'avons fait qu'une seule évaluation, c'est pourquoi nous refusons de composer le 25 janvier, date prévue pour le démarrage des épreuves du premier semestre », informe le président du gouvernement scolaire de la région de Diourbel, mais aussi du Sénégal, El Hadji Diarga Diop.

Le Soleil

UCAD : Amphithéâtre de rentrée du 27 au 29 janvier



L'UCAD va tenir son amphithéâtre de rentrée du 27 au 29 janvier. Il sera marqué par plusieurs activités autour du thème : « Une UCAD entrepreneuriale », informe un communiqué de la direction de la Communication de l'université. L'objectif de l'amphi de rentrée, selon le document, est de marquer l'impact de la mise en œuvre du concept « Étudiant-entrepreneur » et d'asseoir la bi-modalité dans les enseignements. « Il sera également question de célébrer les meilleurs étudiants de l'UCAD dans les facultés, écoles et instituts », a-t-on indiqué.

Le Soleil

Université publique : La bourse des masters dans le viseur

Avec 258 milliards en 2022, le budget du Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation est la troisième du Sénégal, derrière le ministère de l'intérieur et celui de l'Education nationale. Sur ce montant, 4 milliards sont destinés à la gestion et coordination administrative. Le reste revient à la pédagogie, mais surtout à des œuvres sociales. Et c'est surtout la bourse des étudiants qui est pointée du doigt, particulièrement le niveau master. En effet, à la place de deux ans, beaucoup de masters durent 3 à 4 ans et le ministère paye 4 ans de bourses pour des études de 2 ans, en principe. « Nous payons 70 milliards de bourse, le Sénégal est le seul pas de la sous-région à dépenser autant. Ce n'est pas viable », conclut cette autorité du ministère.

Seneweb

Marche des enseignants à Thiès

Les syndicats d'enseignants du moyen-secondaire (Cusems-Saems), après un débrayage, ont organisé une marche dans la cité du rail pour exiger du gouvernement, le respect des protocoles d'accord. Ils ont battu le macadam du Lycée El Hadj Malick Sy à la place Mamadou Dia où, face à la presse, ils ont dénoncé les lenteurs administratives pour la matérialisation de leurs revendications. Le Secrétaire général du Saems Saourou Sène accuse le Président Macky Sall d'être l'auteur de leur "courroux, mécontentement et du non respect des protocoles d'accord." Selon lui, le Président Macky Sall leur avait promis depuis 2018 de régler ces défaillances qui gangrènent le système scolaire...

Dakaractu

Protocole d'accord : Macky ignore les enseignants

Les syndicats des transports ont démontré à l'Etat leur force de frappe, mais pas ceux des enseignants. La preuve par le conseil des ministres du mercredi 13 janvier. Lors de cette séance hebdomadaire, le Président Macky Sall a demandé « le monitoring des accords avec les syndicats des transports routiers ». Mais il est resté silencieux sur les accords signés avec les syndicats d'enseignants qui sont pourtant en grève depuis quelques semaines, particulièrement le Saemss et le Cusems. Une attitude qui se comprend par l'impact de la grève des transporteurs, sans commune mesure avec celle des syndicats d'enseignants, minés par les divisions.

Seneweb

Côte d'Ivoire : Incitation fiscale à la formation professionnelle

L'annexe fiscale de la Loi de finances 2022 en Côte d'Ivoire envisage l'aménagement des dispositions du code général des impôts relatives à la formation, à l'apprentissage et à l'emploi à travers la mise en place d'un dispositif fiscal d'incitation à la formation professionnelle et à l'emploi. L'annexe fiscale en vigueur dans le pays depuis le 4 janvier a été présentée à la presse le 7 janvier par Sié Abou Ouattara, directeur général des impôts. Le dispositif veut inciter les entreprises à s'engager dans le recrutement et la formation. « Ce crédit qui est de 500 000 FCFA par an et par personne formée, est porté à 750 000 FCFA, lorsque le stage de qualification ou d'expérience professionnelle concerne une personne en situation de handicap, pour les entreprises soumises à un régime réel d'imposition.

Agence Ecofin

Bénin : Le secteur privé dans la gestion de la formation professionnelle

Le 11 janvier dernier, l'Assemblée nationale du Bénin a adopté la loi n° 2022-01 portant loi-cadre sur l'enseignement et la formation techniques et professionnels (EFTP) en République du Bénin. Sur sa page facebook, le président de l'institution, Louis Vlavonou, a fait savoir que cette loi a pour « objectif global de mettre en place des dispositifs adéquats et inclusifs pour une formation technique et professionnelle de qualité, accessible à tous et adaptée aux besoins du développement économique ». La loi qui abroge certaines dispositions de la loi n° 2003-17 du 11 novembre 2003 portant orientation de l'éducation nationale, jusque-là en vigueur, introduit plusieurs innovations, dont l'implication du secteur privé dans le pilotage de l'EFTP.

Agence Ecofin

Ghana : Le président Addo veut 30 000 ingénieurs par an

Le 12 janvier, le président du Ghana, Nana Akufo-Addo a procédé au lancement de la construction d'une école dédiée à l'enseignement des sciences, technologies, ingénierie et mathématiques (STEM). Dans son allocution de circonstance, il a noté que le développement des STEM permettra de faciliter la formation des ingénieurs dans le pays. Dans cette optique, il a annoncé l'ambition du pays de former 30 000 ingénieurs par an. « Le Ghana devrait produire au moins 30 000 ingénieurs par an pour le niveau de transformation socioéconomique souhaité », a-t-il déclaré.

Agence Ecofin

Retour à l'école à Québec : Les enseignants pas rassurés

Le premier ministre François Legault a confirmé, en point de presse jeudi, que les écoles ouvriront lundi prochain partout au Québec. Une décision qui n'a rien de rassurant pour le Syndicat des enseignants de l'Ungava et de l'Abitibi-Témiscamingue. Le président du SEUAT, Yvan Dallaire, souligne que les enseignants craignent pour leur sécurité et celle des élèves. « Le retour se fait encore, pour ainsi dire, sur le dos des enseignants. On n'a été consultés pour rien. Les enseignantes et les enseignants désiraient un retour en classe avec les élèves, mais souhaitaient ardemment que les mesures sanitaires soient augmentées... »

Radio Canada

Enseignement supérieur : Macron veut une réforme « systémique » de l'université

À trois mois de la présidentielle, Emmanuel Macron a souhaité jeudi une réforme « systémique » des universités, qu'il veut plus « professionnalisantes ». « Je le reconnais sans ambages, nous avons commencé à colmater les brèches, mais nous devons redoubler d'effort pour que, à l'horizon de dix ans, notre université soit plus forte », a-t-il déclaré, en clôturant en visioconférence le Congrès de la Conférence des présidents d'universités. « Nous avons trop longtemps accepté un modèle à plusieurs vitesses, où les grandes écoles et organismes de recherche étaient supposés s'occuper de la formation des élites et l'université de la démocratisation de l'enseignement supérieur et la gestion des masses. Ce système est révolu », a-t-il lancé.

Sud Ouest

Écoles d'ingénieurs : Ce qu'il faut retenir du classement 2022

Un top 10 modifié, mais un champion inébranlable. L'École polytechnique demeure leader de notre palmarès 2022. Le sommet du classement est accaparé par les écoles généralistes, qui représentent dix des quinze premiers établissements. Comme en 2021, les écoles publiques sont majoritaires, même si cinq écoles privées, dont la majorité est spécialisée dans l'informatique, s'affichent dans notre top 20. À l'image de l'Esilv (5e) et de l'ECE (7e), ces établissements capitalisent sur leurs forts liens avec l'entreprise et leur penchant pour le numérique, secteur qui recrute à plein régime.

Usine Nouvelle

France : "Les étudiants sont vaccinés à plus de 95%" (Ministre)

"Les étudiants sont vaccinés à plus de 95%, la dynamique de la 3e dose chez les 18-24 ans est très forte, se réjouit la ministre de l'Enseignement supérieur, Frédérique Vidal. Ils veulent rester en présentiel, qui est maintenu le plus possible. Certains enseignements se font à distance de manière normale et naturelle, même hors Covid. Pour le moment, aucune formation n'est repassée aux 100% à distance". Concernant le pass vaccinal, "on n'a pas mis de pass sanitaire, on ne mettra pas le pass vaccinal non plus", promet Frédérique Vidal. "Les étudiants ont été montrés du doigt mais ils ont montré leur très grande responsabilité, les établissements aussi".

Sud Radio

